

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de maîtrise d'œuvre

**Marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'optimisation
énergétique d'une production de froid centralisée**

N° 251000086

PROCEDURE :

**Procédure adaptée conformément aux articles R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la
commande publique**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

**Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané**

**CCAG APPLICABLE : MOE (cahier des clauses administratives générales applicables aux
marchés publics de maîtrise d'œuvre - Arrêté du 30 mars 2021)**

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Décomposition du marché	4
1.3. Cotraitance.....	4
1.4. Sous-traitance	4
1.5. Ordres de service	4
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
3. PROCÉDURE.....	5
4. INTERVENANTS AUTRES QUE LE MAÎTRE D'ŒUVRE OU LE MAÎTRE D'OUVRAGE	5
5. REPRESENTATION DES CONTRACTANTS	5
6. CONFIDENTIALITE	6
7. MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	6
8. DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	6
9. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	7
9.1. Réunion de lancement et comptes rendus.....	7
9.2. Réunions de chantier.....	7
9.3. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et du projet de décompte final	7
10.COÛT ET DUREE PREVISIONNEL DES TRAVAUX.....	7
11.REMUNERATION ET ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'OEUVRE.....	7
11.1. Forfait de rémunération du maître d'œuvre	7
11.1.1 Forfait provisoire de rémunération	8
11.1.2 Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen	8
11.2. Engagement du maître d'œuvre	8
11.2.1. Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux.....	8
11.2.2. Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux.....	9
11.3. Révision des prix.....	9
12.MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ	10
12.1. Modifications de faibles montants initiées par le maître d'ouvrage.....	10

12.2. Modifications imposant un rendez-vous aux parties	10
13.REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'OEUVRE	11
13.1. Avances	11
13.2. Acomptes	11
13.3. Présentation des demandes de paiement	11
13.4. Délai global de paiement	12
14.CONTENU DE LA MISSION	12
15.DURÉE DU MARCHÉ	13
16.DELAI D'EXECUTION DES MISSIONS	13
17.PENALITES	14
17.1. Pénalités pour retard	14
17.2. Non-respect des délais d'exécution des travaux.....	14
17.3. Non-respect de la qualité	14
17.4. Absence aux convocations	14
18.UTILISATION DES RÉSULTATS	14
19.CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	14
20.RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	15
21.RÉSILIATION DU MARCHÉ	15
22.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	15
23.RÈGLEMENT DES LITIGES	16
24.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	16

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'optimisation énergétique d'une production de froid centralisée.

Il est conclu entre :

- La personne morale désignée ayant la qualité de pouvoir adjudicateur, dénommée « maître d'ouvrage » dans le CCAP ;
- Et le titulaire du marché désigné à l'article 1 de l'acte d'engagement dénommé « maître d'œuvre » dans le CCAP.

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'œuvre.

Le titulaire s'engage sans réserve à exécuter les prestations aux conditions financières ci-après définies et ce, en se conformant aux stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières valant acte d'engagement et aux documents visés ci-dessous.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas alloté en raison de son objet qui forme un tout homogène ne pouvant être scindé.

1.3. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG/MOE.

1.5. Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/MOE, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières valant programme (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3. PROCÉDURE

Le marché est passé en application d'une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

4. INTERVENANTS AUTRES QUE LE MAÎTRE D'ŒUVRE OU LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le contrôleur technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

Il n'est pas prévu de coordinateur sécurité et protection de la santé.

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

5. REPRESENTATION DES CONTRACTANTS

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG/MOE, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des autres intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

6. CONFIDENTIALITE

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG/MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

7. MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants dont le détail figure au CCTP :

- Etudes d'avant-projet – identification de la réglementation applicable pour ce projet ;
- Etudes de projet
- Dossier de consultation des entreprises. Le marché de travaux sera dévolu en un lot unique ;
- Analyse des offres ;
- Direction d'exécution des contrats de travaux
- Etudes d'exécution et visa ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception.

Les missions d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (OPC) seront réalisées par les services techniques d'Ifremer (Infrastructures et Moyens associés).

8. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le marché est décomposé en cinq tranches :

Tranche ferme	Etudes d'avant-projet
Tranche n°1	Les études de projet – Dossier de consultation des entreprises
Tranche n°2	Analyse des offres
Tranche n°3	Direction d'exécution des contrats de travaux (DET) Etudes d'exécution et visa
Tranche n°4	Assistance aux opérations de réception

La tranche ferme est exécutoire dès la notification du marché.

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la délivrance d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié au maître d'œuvre. La notification de la tranche vaut démarrage des prestations objet de la tranche optionnelle.

Cet ordre de service est notifié au maître d'œuvre au moins 3 jours ouvrés avant la fin de la tranche en cours.

L'absence d'ordre de service d'affermissement d'une tranche optionnelle met fin au marché. Le maître d'œuvre ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit si l'exécution des tranches optionnelles n'est pas notifiée ou pas notifié dans les délais précités ou abandonnée par le maître d'ouvrage.

Le délai d'affermissement de l'ensemble des tranches optionnelles est de 24 mois.

9. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE

9.1. Réunion de lancement et comptes rendus

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 7 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu rédigé et diffusé par le titulaire du présent marché dans les 10 jours suivants la réunion. Cela est également valable pour les autres réunions.

9.2. Réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier jusqu'à la réception des travaux avec une fréquence d'une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

9.3. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et du projet de décompte final

Les projets de décomptes mensuels et le projet de décompte final sont vérifiés par le maître d'ouvrage et non par le maître d'œuvre.

10. COÛT ET DUREE PREVISIONNEL DES TRAVAUX

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (PEFPT) est de 250k€ HT.

La durée prévisionnelle des travaux est de 12 mois, période de préparation incluse.

11. REMUNERATION ET ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'OEUVRE

11.1. Forfait de rémunération du maître d'œuvre

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites dans le présent CCAP et le CCTP du marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul des évolutions de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en euros hors taxes.

11.1.1 Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du Code de la commande publique.

11.1.2 Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux (CPT).

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études (CTA) ;
- le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans le délai de 10 jours suivants la validation des études d'avant-projet définitif.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante calculée sur la base des montants en € HT.

Forfait définitif de rémunération = CPT x (Forfait provisoire / PEFPT soit 250k€HT)

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'évènements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8 du Code de la commande publique et selon les modalités définies à l'article 14 ci-dessous (modifications du marché).

11.2.Engagement du maître d'œuvre

11.2.1. Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 10 %.

➤ ***Calcul du coefficient de réajustement pour réajuster le CMT***

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux (CMT) s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre / Dernier Index BT01 publié avant le dépôt des offres des marchés de travaux

Le coefficient arrondi au millième supérieur est appliqué au cout cumulé des marchés de travaux.

➤ **Calcul du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Seuil de tolérance = CPT hors taxes x 1,1

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre l'article 21 du CCAP régissant la résiliation du marché.

11.2.2. Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

En référence à l'article 13 du CCAG/MOE, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5% pour une opération de réhabilitation.

Le coût total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant soit :

- De modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- De modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;

➤ **Calcul du seuil de tolérance sur le coût cumulé des marchés de travaux**

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante pour une opération de réhabilitation :

Seuil de tolérance = CMT hors taxes x 1,05

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (CTD - seuil de tolérance) x [2 X (Forfait définitif de rémunération / cout prévisionnel des travaux)]

Conformément à l'article R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

11.3. Révision des prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG/MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'article 2.2 de l'Acte d'engagement.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \text{ Im/Io}$$

Dans laquelle Io et Im sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis. Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

12. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

12.1. Modifications de faibles montants initiées par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- en cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;

Selon les cas, la rémunération est :

- revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des couts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du Code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du Code de la commande publique.

12.2. Modifications imposant un rendez-vous aux parties

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre, notamment la réalisation de dossiers administratifs ou demandes d'autorisation d'urbanisme complémentaires ;

- d'une prolongation de la durée du chantier, non imputable au maître d'œuvre ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans l'acte d'engagement dans les conditions définies par l'article 15.3.5 du CCAG/MOE ;
- de la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs ;
- de la résiliation d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits de ce remplacement.

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 11.1.2 ci-avant. Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique. Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

13. REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'OEUVRE

13.1.Avances

Le titulaire ne bénéficie pas du versement d'une avance.

13.2.Acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG/MOE, le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques dans les conditions suivantes :

Elément de mission	Acompte
Etudes d'avant-projet (tranche ferme)	100 % à l'admission des études
Les études de projet – Dossier de consultation des entreprises (TO 1)	100 % à l'admission des études et du DCE
Analyse des offres (TO 2)	100% à l'admission du rapport d'analyse des offres
Direction d'exécution des contrats de travaux (DET) / Etudes d'exécution et visa (TO 3)	100% à l'admission des Etudes d'exécution et visas
Assistance aux opérations de réception (TO 4)	100% à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé d'admission par le maître d'ouvrage du procès-verbal de réception transmis pour signature

13.3.Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 17 du présent document.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde sont obligatoirement établies sur la base des prix initiaux du marché. Les prix initiaux sont les prix en vigueur à la notification du marché, hors révision des prix.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures doivent être déposées de façon dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

ou

acp.visa.depenses@ifremer.fr (cette adresse est à utiliser pour les fournisseurs étrangers)

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

13.4. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 17 du présent document.

14. CONTENU DE LA MISSION

La mission de maîtrise d'œuvre définie au CCTP valant programme, est établie conformément aux articles R2431-1 à R2431-37 du Code de la commande publique.

Le maître d'œuvre exécute les missions qui lui sont confiées conformément aux modalités techniques précisées à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le maître d'œuvre s'engage, dans l'exécution des missions ci-dessus énumérées, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions légales et réglementaires, notamment issues du code de l'urbanisme, du code de la construction et de l'habitation, et du code de l'environnement applicables au marché, et veiller à leur stricte application.

15. DURÉE DU MARCHÉ

La durée du marché se confond avec la durée d'exécution des prestations de travaux.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la notification du procès-verbal d'admission par le maître d'ouvrage. Le suivi des réserves et de la garantie de parfait achèvement ne sont pas compris dans la prestation du maître d'œuvre.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie, sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage et constatant que le titulaire a rempli toutes les obligations. Cette décision, quels que soient son contenu et les formes dans lesquelles elle est rédigée, n'emporte pas renonciation du Maître de l'Ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre des articles 1792 et suivants du code civil, ou sur tout autre fondement de responsabilité admis par la loi, le règlement, les stipulations du présent marché ou la jurisprudence.

16. DELAI D'EXECUTION DES MISSIONS

Les délais d'exécution pour chaque élément de missions sont définis comme suit :

Désignation	Point de départ du délai	Délais calendaires
Etudes d'avant-projet (tranche ferme)	Notification du marché	1 mois
Les études de projet – Dossier de consultation des entreprises (TO 1)	Affermissement de la Tranche optionnelle 1	2 mois
Analyse des offres (TO 2)	Affermissement de la Tranche optionnelle 2	1 mois
Direction d'exécution des contrats de travaux (DET) / Etudes d'exécution et visa (TO 3)	Affermissement de la Tranche optionnelle 3	3 mois
Assistance aux opérations de réception (TO 4)	Affermissement de la Tranche optionnelle 4	15 jours

17. PENALITES

17.1.Pénalités pour retard

Si les délais indiqués à l'article 16 ci-avant sont dépassés, la pénalité suivante s'applique :

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

Pénalités = montant HT de l'élément de mission concerné * Nombre de jours calendaires de retard / 1000

17.2.Non-respect des délais d'exécution des travaux

En cas de retard d'exécution des travaux du fait reconnu du maitre d'œuvre, une pénalité sera appliquée sur les créances du maitre d'œuvre.

Cette pénalité, par jour calendaires de dépassement, comptée dès le premier jour de retard sera égale à :

$P = 100 \text{ € HT} + 1/5000\text{ème du montant du forfait total de rémunération}$

17.3.Non-respect de la qualité

Pendant la conception et l'exécution des travaux, la qualité des travaux devra être conforme aux dispositions qui ressortent de l'application des textes réglementaires (règles de sécurité, normes françaises, D.T.U, etc...), des spécifications techniques détaillées du marché de travaux, et des exigences formulées par les différentes autorités locales compétentes.

Dans le cas contraire, la mise en paiement de situation mensuelles d'honoraires du maitre d'œuvre sera reportée, jusqu'à ce qu'un plan de remise à niveau qualitatif ait été arrêté en concertation avec le maitre de l'ouvrage. Ce plan comportera toutes les dispositions propres à corriger ces défauts de qualité.

17.4.Absence aux convocations

Le maître d'ouvrage appliquera une pénalité forfaitaire de 100€ HT par absence du maitre d'œuvre aux réunions pour lesquelles une convocation lui aura été adressée ou aux réunions de chantier.

18. UTILISATION DES RÉSULTATS

Il est fait application de l'article 24 du CCAG/MOE.

19. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire prendra soin de prendre des mesures appropriées pour réduire ou limiter son impact environnemental. Il devra faire en sorte de privilégier l'utilisation de matériel basse consommation et appliquera les bonnes pratiques en matière d'économie d'énergie.

Les réunions nécessaires se feront par visioconférence de préférence. Les déplacements pourront se faire lorsque la situation le demandera.

Pour ces déplacements le titulaire utilisera de préférences les modes de transport à faible émission de CO2.

20. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Le montant de ces marchés ne pourra excéder 50% du montant du marché initial.

21. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il est fait application des articles 27 à 34 du CCAG/MOE avec les dérogations suivantes.

Par dérogation aux articles 31 et 32.2.2 du CCAG/MOE, l'indemnité de résiliation n'est pas due en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, quel qu'en soit le motif.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marché de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 11 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Il pourra être fait application, dans le cas de résiliation visé ci-dessus et en cas de résiliation pour faute, des dispositions de l'article 34 du CCAG/MOE (exécution aux frais et risques).

Le maître d'œuvre ou ses ayants droits s'obligent à remettre au maître de l'ouvrage tout document en sa possession, nécessaire à la poursuite de la mission interrompue.

22. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil et au titre de la responsabilité décennale. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

23. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel Bizien
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES Cedex
tél. : 02 23 21 28 28
greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

24. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 1.5 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/MOE ;
L'article 13.2 déroge à l'article 11.2 du CCAG/MOE ;
L'article 21 déroge à aux articles 29.1, 31 et 32.2.2 du CCAG/MOE.